



## "Tout ne se vaut pas dans le débat politique": les offices HLM dénoncent des propositions "hors du droit"



Location

Le 25/06/2024 à 15:11

- Whatsapp
- Mail
- messenger

Emmanuelle Cosse, présidente de la confédération des bailleurs sociaux, et ancienne ministre du Logement, a vivement critiqué certaines propositions pour les élections législatives qu'elle juge "hors de la Constitution et hors du droit".

La présidente de la confédération des bailleurs sociaux Emmanuelle Cosse a estimé que "tout ne se vaut pas dans le débat politique", alertant sur les positions du RN sur le logement en vue des élections législatives. L'ancienne ministre écologiste (2016-2017) s'exprimait lors des Assises du logement, aux côtés d'autres patrons de fédérations d'un secteur déjà en crise et se considérant en manque d'écoute de la part des pouvoirs publics.

"Aujourd'hui, je vois des forces politiques qui tiennent des propos qui sont hors de la Constitution et hors du droit, en particulier sur le logement social", a insisté la présidente de l'Union sociale pour l'habitat (USH). La place de l'immo : Les professionnels inquiets - 17/06

Emmanuelle Cosse a dénoncé des "attaques extrêmement fortes par un parti politique, par ses députés et y compris par des propositions de loi qui ont été déposées ces derniers mois" à l'encontre du secteur HLM, une référence au RN et à sa défense du principe de "préférence" ou "priorité nationale".

"La gueule de bois"

L'ancienne ministre du Logement réagissait notamment aux propos du président de la Fédération du bâtiment (FFB) Olivier Salleron à la même table ronde. Ce dernier a appelé de ses vœux "un gouvernement d'union nationale sur le logement" après les législatives, "une aspiration utopique", a-t-il admis ensuite.

"Il faudrait que tout le monde s'entende sur un programme commun de relance de la construction du logement et du social", a-t-il précisé à l'AFP.



Interrogé sur la possibilité que le prochain gouvernement soit aux couleurs du RN, il a répondu représenter "une fédération apolitique: on travaillera avec les personnes nommées, élues démocratiquement par les Français".

"Si les élus sont vraiment de terrain, (le logement) est transpartisan. Ils savent que (...) pour nos concitoyens c'est l'urgence", a-t-il ajouté.

A la table ronde, le président de la **Fédération nationale de l'immobilier (Fnaim)** **Loïc Cantin**, qui a rappelé l'existence d'un "désaccord fondamental" entre son organisation et le RN, a mis en garde contre la "forte probabilité qu'aucune majorité ne se dégage réellement".

"Je pense que le 8 juillet, on va se réveiller avec la gueule de bois", a estimé le patron de la **Fnaim**, annonçant que sa "feuille de route" sera que "l'intérêt général du logement (prime)".

